



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

Alioune Badara Kandji, nouveau recteur de l'Ucad : « Je compte imprimer des ruptures dans la gouvernance »

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
10 - 14
Mars
2025



Le professeur titulaire de littérature anglaise, Alioune Badara Kandji, doyen de la Faculté des Lettres et sciences humaines (Flsh), a été nommé recteur de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad) de Dakar, annonce le communiqué de la réunion du Conseil des ministres du mercredi 5 mars 2025. C'est un enseignant expérimenté qui hérite donc d'une institution en proie, ces derniers temps, à des remous sociaux.

Le Syndicat autonome de l'enseignement du supérieur (Saes) avait décrété 72 heures de grève, du 24 au 26 février 2025 pour dénoncer le « non-respect des engagements pris par le gouvernement ». Alioune Badara Kandji, conscient de l'importance de la stabilité de l'université, compte « asseoir des mécanismes pour prévenir les conflits, un dialogue sincère et franc avec les partenaires sociaux, identifier ensemble les défis et problèmes et répondre ensemble », confie-t-il au Soleil par téléphone. Le nouveau recteur succède au Pr Ahmadou Aly Mbaye, après la parenthèse d'intérim assurée par le Pr Aminata Niang Diène, depuis le 19 septembre 2024. « Je mesure toute la responsabilité qui pèse sur mes épaules », a confié Pr Kandji, nommé suite à un appel à candidatures.

Car, ajoute-t-il, l'Ucad est une « référence, un label qui a contribué à la construction du Sénégal » par la formation de ressources de qualité. Un statut et un prestige régional et international qu'il compte consolider, « en imprimant des ruptures par rapport à la gouvernance » qu'il veut inclusive et transparente afin de continuer à faire rayonner l'institution universitaire. Une empreinte à la Fac des Lettres De février 2019 à janvier 2020, Alioune Badara Kandji a été président de la Commission de la recherche de la Faculté des Lettres et sciences humaines (Flsh) de l'Ucad.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/alioune-badara-kandji-nouveau-recteur-de-lucad-je-compte-imprimer-des-ruptures-dans-la-gouvernance/>

NATIONALE

Réalisation de la première greffe de moelle osseuse au Sénégal: Les coulisses d’une prouesse médicale sans précédent



Pensions de retraite des enseignants : le décret retrouvé et signé



«L'Eismv doit être un moteur d'innovation et de formation» (Mesri)



C’est une avancée majeure pour la santé au Sénégal ! Des médecins de l’hôpital Dalal Jàmm de Guédiawaye, à Dakar, ont réussi à réaliser la première greffe de moelle osseuse du pays, un exploit historique.

Le Sénégal vient d’accomplir un exploit médical majeur : la première greffe de moelle osseuse réalisée dans le pays. Cette prouesse a été menée avec succès à l’Hôpital Dalal Jamm de Guédiawaye. Une information confirmée par le ministère de la Santé et de l’Action sociale.

« Il s’agit d’une expérience unique, une première pour le Sénégal. Le patient zéro, opéré le 23 février, se porte bien après un mois de récupération », a déclaré la professeure Fatou Samba Ndiaye, cheffe du Service d’hématologie clinique et de greffe de moelle osseuse de l’hôpital.

La spécialiste, qui a conduit l’opération, a précisé qu’il s’agissait d’une autogreffe de cellules souches, ce qui signifie que le patient était lui-même son propre donneur.

« Depuis le 17 février, le patient est suivi selon des protocoles bien établis et a suivi un programme de rééducation pour mobiliser ses muscles, car il s’agit d’une autogreffe de cellules souches », a-t-elle expliqué, ajoutant que l’allogreffe, le don d’organes par une autre personne, n’est pas encore envisagée.

Processus minutieux

« Nous ne sommes pas encore dans l’allogreffe, car nous attendons que la loi soit finalisée afin de pouvoir aller plus loin et envisager un donneur différent du patient », a précisé la docteure Fatou Samba Ndiaye.

Le patient zéro a assuré sur la télévision nationale que l’opération s’était bien déroulée après un an d’attente. « Je me suis senti comme un petit roi », a-t-il déclaré, visiblement heureux du succès de l’intervention

La professeure Fatou Samba Ndiaye a également souligné que l’opération a été réalisée gratuitement grâce à la solidarité de plusieurs acteurs.

<https://lesoleil.sn/actualites/revolution-medicale-la-premiere-grefe-de-moelle-osseuse-reussie-au-senegal/>

C’est une victoire pour le Syndicat autonome de l’enseignement supérieur (Saes). Finalement, le fameux décret «introuvable» portant sur la réversion des pensions de retraite des ayants cause, a été réintroduit et signé ce 7 mars. Dans une lettre à ses camarades, le Secrétaire général national du Saes s’est félicité de ce pas franchi pour le respect des droits des enseignants du supérieur.

«Après l’expiration du préavis de grève du 13 janvier 2025 et la lutte entamée par le Saes, ainsi que la rencontre tripartite syndicats-gouvernement-patronat, le décret a été finalement signé le 7 mars 2025. Cette nouvelle version du décret intègre la réversion aux ayants cause, ainsi que la prime de recherche dans la liquidation de la pension», a informé David Celestin Faye.

Dans le même document, il précise que cette nouvelle version du décret «exige aussi la régularisation des cotisations au titre des régimes de base et complémentaire des enseignants et chercheurs en service détaché avant de pouvoir prétendre à l’allocation spéciale de retraite». Tout en se félicitant de cette victoire, le Saes «demande aux militants de rester mobilisés et attentifs pour la résolution des autres points du protocole d’accord du 6 janvier 2023».

Ces derniers portent sur l’achèvement et l’équipement des infrastructures sociales et pédagogiques dans les universités, le recrutement conséquent d’enseignants-chercheurs et chercheurs pour atteindre un taux de 70% de permanents, la gouvernance et le financement de la recherche, la révision de la dernière version du guide d’évaluation des enseignants-chercheurs et chercheurs du Cames, l’évaluation des réformes…

<https://lequotidien.sn/pensions-de-retraite-des-enseignants-du-superieur-le-decret-retrouve-et-signe/>

L’Ecole inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar (Eismv) a célébré, hier, sa 28ème rentrée solennelle pour l’année académique 2024-2025. Plus qu’une école, l’institution panafricaine veut être un laboratoire d’innovations. Et pour cela, un thème d’actualité s’est imposé : «Le numérique et l’Intelligence artificielle au service de la médecine vétérinaire : innovation, éthique et perspectives.»

Au cours de cet événement, marqué par des remises de parchemins et de distinctions au personnel méritant de l’institution, Dr Abdourahmane Diouf, ministre de l’Enseignement supérieur, de la recherche et de l’innovation, a pris la parole pour souligner l’importance des avancées technologiques qui révolutionnent la formation, la recherche et la pratique vétérinaire.

«Nous vivons une époque où le Big Data, l’Intelligence artificielle, la télémédecine et la modélisation numérique transforment les pratiques médicales et vétérinaires», a-t-il déclaré, insistant sur les avancées en matière de prévention des maladies animales et de diagnostic assisté par l’Ia.

«Ces innovations permettent aujourd’hui une meilleure prévention et détection des maladies animales grâce aux algorithmes capables d’analyser des milliers de données en temps réel, des diagnostics plus précis et plus rapides», a-t-il ajouté. Mais au-delà des prouesses technologiques, des interrogations persistent. Comment encadrer ces nouvelles pratiques ? Quelle place pour l’éthique dans cette révolution numérique ? Pour le ministre, il est important de garder un équilibre.

<https://lequotidien.sn/dr-abdourahmane-diouf-ministre-de-lenseignement-superieur-et-de-la-recherche-leismv-doit-etre-un-moteur-dinnovation-et-de-formation/>



Le Maroc lance un programme pour former 200 000 enfants au numérique et à l'IA

Les ministres marocains de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, et de l'Économie et des Finances, ont signé, en partenariat avec l'Université Mohammed VI Polytechnique, une convention visant à déployer un programme national de formation des enfants aux compétences numériques et à l'intelligence artificielle.

Le programme prévoit de former 200 000 enfants dans des ateliers dédiés à la programmation, à la robotique et à l'intelligence artificielle, tout en promouvant une utilisation responsable et sécurisée des outils numériques. L'objectif de cette initiative est d'intégrer les jeunes talents formés à la dynamique de transformation digitale du royaume, conformément à la « stratégie Maroc numérique 2030 », dont l'une des principales missions est de développer les compétences numériques. À travers cette stratégie, le royaume chérifien s'attèle à créer une nouvelle génération de talents. Ainsi, le programme qui vient d'être annoncé entend poser les bases pour permettre aux Marocains, dès le plus jeune âge, de s'adapter progressivement au monde digital et à l'économie numérique.

La phase initiale de ce programme cible les enfants âgés de 8 à 14 ans. Par la suite, la cible sera élargie aux enfants de 15 à 18 ans. Les formations seront mises en œuvre dans les Maisons des jeunes, soit une par région, avec pour objectif de toucher aussi bien les enfants des zones urbaines que ceux des zones rurales. Ces efforts contribueront à réduire la fracture numérique dans le pays.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1003-126519-le-maroc-lance-un-programme-pour-former-200-000-enfants-au-numerique-et-a-l-ia>



Grossesses précoces au Togo: 43 garçons sanctionnés et exclus de leurs établissements secondaires



France : Dans les universités, la situation géopolitique s'est muée en un « laboratoire d'études »



Lancement à Pékin de la première plateforme d'IA universelle intégrée au monde



C'est une décision qui fait débat au Togo. Une quarantaine d'élèves du secondaire ont été exclus cette semaine de leurs établissements dans la région des Plateaux-Ouest, sur décision de la direction régionale de l'Éducation. Les sanctions prises visent des élèves qui ont eu des relations sexuelles avec d'autres élèves de leurs établissements, qui ont entraîné des grossesses parmi leurs camarades.

Les 43 élèves sanctionnés sont scolarisés de la 6^e à la terminale. Selon le document de la direction régionale de l'Éducation, ils sont « coupables de cas de grossesses sur des élèves filles ». Les garçons sont exclus de tout établissement de la région jusqu'à la fin de l'année scolaire, mais peuvent être scolarisés dans une autre région. Le Togo recense environ 3.000 grossesses en milieu scolaire chaque année, selon les chiffres officiels.

La direction régionale de l'Éducation s'alarme d'une « recrudescence inquiétante des grossesses » dans ses établissements. Elle entend donc « dissuader » et favoriser une scolarisation sereine pour les jeunes filles. Les grossesses précoces entraînant pour elles un effet négatif sur leurs performances scolaires, et même un risque de déscolarisation.

Une question qui fait débat

Ce phénomène est un fléau, peut-on lire parmi les réactions. Mais la réponse apportée est-elle la bonne, interrogent certaines organisations de la société civile. Les sanctions seules ne suffiront pas à régler un problème complexe, souligne par exemple la Ligue des consommateurs du Togo. D'autres appellent avant tout à un accompagnement des filles, mais aussi des garçons dans les cas de grossesses précoces.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250314-grossesses-pr%C3%A9coces-togo-43-gar%C3%A7ons-sanctionn%C3%A9s-et-exclus-de-leurs-%C3%A9tablissements-secondaires>

Des universitaires incitent les étudiants à se saisir du moment de bascule créé par le président des Etats-Unis, Donald Trump pour en comprendre la genèse et être en mesure, le cas échéant, de prendre leur part dans la résolution de conflits ultérieurs.

Par où commencer ? Le nouvel axe Moscou-Washington, l'effondrement du multilatéralisme, l'avenir du droit international, le retour de la notion de souveraineté européenne... Depuis la prise de fonction du président américain, Donald Trump, des concepts se percutent au sein d'un vaste panel d'enseignements universitaires allant de la science politique au droit, en passant par les relations internationales, la philosophie politique, les études russes ou américaines.

A l'université, la production des savoirs est permanente, les cours étant irrigués par les travaux des enseignants-chercheurs. Cette recherche, qui nécessite un accès aux sources et des enquêtes de terrain sur un temps long, n'est pas encore advenue concernant la situation géopolitique du moment, mais des universitaires mobilisent leurs outils de réflexion afin de proposer de premières analyses dans leurs cours.

« Mon rôle est de donner une lecture complexe des Etats-Unis, faite d'avancées, de crises, de retours réactionnaires », illustre Anthony Larson, maître de conférences en civilisation américaine à l'université Rennes-II. Son cours sur l'histoire au XIXe siècle a pris un tour inattendu : ses étudiants ont soudain perçu les résonances d'une époque où ont été posés les jalons de la citoyenneté et de la démocratie américaines, mais avec « des pressions sur la question raciale, l'esclavage, la propriété, l'immigration, l'exclusion des autochtones », rappelle l'enseignant. Un héritage que revendique le 47e président des Etats-Unis, en affichant dans le bureau Ovalle le portrait de son lointain prédécesseur Andrew Jackson.

https://www.lemonde.fr/campus/article/2025/03/12/dans-les-universites-la-situation-geopolitique-s-est-muee-en-un-laboratoire-d-etudes_6579624_4401467.html

La première plateforme universelle d'intelligence artificielle (IA) intégrée au monde, prenant en charge de multiples types de corps et scénarios, a été lancée mercredi à Beijing. Elle devrait accélérer l'intégration des technologies intelligentes dans le monde réel et le développement de la robotique, de la conduite autonome et de l'interaction homme-machine.

La plateforme, baptisée « Huisi Kaiwu », a été développée par le Centre d'innovation des robots humanoïdes de Pékin, qui a été créé conjointement par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT), le gouvernement municipal de Pékin, ainsi que des entreprises et des instituts de recherche du secteur de la robotique.

L'IA incarnée intègre l'IA à des corps physiques tels que des robots pour leur permettre de percevoir, d'apprendre et d'interagir dynamiquement avec l'environnement comme les humains. S'appuyant sur le calcul et le raisonnement logique, elle peut apprendre, s'adapter et accomplir des tâches en continu par la perception, l'action et le retour d'information environnemental, améliorant ainsi l'autonomie et l'application pratique dans le monde réel.

Outre les robots humanoïdes, d'autres matériels dotés de capacités interactives, tels que les véhicules à conduite autonome et les appareils portables, peuvent également servir de corps d'IA incarnée. Selon Tang Jian, directeur technique du centre, il est essentiel qu'un robot humanoïde dispose d'un « cerveau », la partie capable d'interaction naturelle, de perception spatiale, de compréhension de l'intention, de planification hiérarchique et de réflexion sur les erreurs.

Tout aussi important est le « cervelet » qui peut réaliser des fonctions telles que la préhension, la décomposition des compétences et la gestion des erreurs, et qui est responsable de tâches telles que le contrôle du corps entier, la collaboration bimanuelle, la marche stable et la navigation mobile.

<https://english.cctv.com/2025/03/14/ARTIvi7Po1MBrdEN-h93QVTT250314.shtml?spm=C69523.PREmHITS7XIG.M3v2f1PS6DTC.10>